

2ème Circonscription — Montpellier — Lodève

Elections Législatives de Mars 1973

UNION

DES REPUBLICAINS DE PROGRES

POUR LE SOUTIEN AU

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le Centre Démocratie et Progrès et Démocratie Moderne présente une candidature : centriste, libérale, régionale.

Jean PAPPAS

Né à MONTPELLIER, le 4 novembre 1925 Licencié en Droit, licencié es lettres, diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Privé et d'Etudes Supérieures Pénales de l'Université de MONTPELLIER Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de BEZIERS. Président suppléant de la Commission Régionale d'Indemnisation des Rapatriés. Ancien Magistrat dans les Tribunaux de Grande Instance de NIMES et MONTPELLIER Ancien d'Algérie (1959-1961) Lieutenant-Colonel de réserve Chevalier de l'Ordre National du Mérite Chevalier du Mérite Agricole

SUPPLEANT

Yvon (OQUILHAT

Viticulteur à St-ANDRE-DE-SANGONIS

Né le 1er juillet 1930 à ALGER Docteur en Médecine de la Faculté de Médecine de MONTPELLIER Ancien interne des Hôpitaux d'ORAN (1959-1961) Diplômé de Pédiatrie Médecin du Foyer de l'Enfance Attaché des Hôpitaux Assistant à la Faculté de Médecine de MONTPELLIER

Electrices, Electeurs

de la Circonscription de MONTPELLIER, LODEVE, GANGES

Je ne suis pas un politicien. Depuis 25 ans j'exerce des fonctions de Magistrat. La justice, vous le savez est au-dessus des Partis ; elle reste à l'écart de la Politique car elle est indépendante. Aussi ai-je été étonné lorsque des amis, des notables, des élus locaux, m'ont demandé de me présenter aux élections législatives.

Pour quelles raisons avaient-ils pensé à moi ? Parce que m'ont-ils dit, ils souhaitaient justement que notre circonscription soit représenté par un homme indépendant qui apporte aussi la garantie de la scrupuleuse Honnêteté de la

Magistrature française.

J'ai accepté à la condition de conserver cette indépendance sans laquelle il ne saurait y avoir de vrai civisme.

J'ai accepté parce que je suis né dans une circonscription et que j'y vis. J'exploite avec ma famille une petite propriété à SAINT-ANDRE-DE-SANGONIS.

Je connais votre inquiétude et je la partage. Notre viticulture est menacée par la concurrence italienne. Les industries locales disparaissent. Les pouvoirs publics ignorent souvent les possibilités des hauts cantons dont l'accès reste difficile.

J'ai accepté dans le cadre politique du centrisme et du soutien au Président

de la République :

Le Centrisme, parce qu'être centriste c'est être tolérant et libéral sans exclure pour autant la fermeté dans la pensée et le courage dans l'action.

Le soutien au Président de la République parce qu'aucune entreprise n'est réalisable sans la continuité et la stabilité. Nous en avons eu la preuve une fois de plus le 8 février dernier. Monsieur le Ministre de l'Agriculture nous a apporté davantage que ne l'avaient fait les gouvernements successifs de la France à travers les deux ou trois dizaines d'années qui ont précédé. Ce n'est pas pour la viticulture méridionale un objectif définitif, mais une étape décisive dans le sens de la sécurité du revenu.

Dans d'autres domaines, il existe encore des ombres dans les réalisations. Ces ombres nous devons les dissiper en les dénonçant, non au titre des critiques, mais au titre des exigences, car la politique au sens élevé du terme ne se confond pas avec des slogans.

Elle exige des Hommes et des Idées.

En France ces Hommes et ces Idées existent.

Avec loyauté, je vous propose des Idées précises qui sont les lignes de force de l'action que j'endends mener :

CONTRE : le communisme, agent actif de la révolution CONTRE : le gauchisme, agent violent de la révolution

CONTRE : le socialisme marxiste agent déguisé de la révolution

CONTRE : le pacte révolutionnaire.

POUR : la continuité et la stabilité

POUR : les libertés politiques et économiques

POUR : les structures sociales traditionnelles : agriculture,

commerce, artisanat petite et moyenne industrie

POUR : une vraie justice sociale et l'amélioration du niveau de vie de tous grâce à l'expansion économique

POUR : la réduction des dépenses publiques

POUR : le contrôle permanent de l'utilisation des deniers publics

POUR: la simplification de l'administration

POUR : la région et la décentralisation

POUR : la juste indemnisation des rapatriés et une amnistie totale en fait et en droit

POUR: la viticulture et l'exploitation familiale

POUR : la défense des intérêts locaux

POUR: la justice.

POUR LE BIEN COMMUN JEAN PAPPAS

Vu le Candidat

Jean Pappas